Les grands simplificateurs

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **27 (1990)**

Heft 989

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1020246

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Domaine Public 989

DP

J.A. 1000 Lausanne 1 29 mars 1990
Hebdomadaire romand Vingt-septième année

Les grands simplificateurs

Voici venu le temps des terribles simplifications, des analyses grossières où dominent le noir et le blanc, des slogans réducteurs. La gauche, hélas, ne semble pas épargnée par cette tentation: espoir de gains électoraux faciles, désarroi idéologique, légitime impatience face à l'immobilisme d'une droite obtuse? Il y a probablement de tout cela dans cette fuite en avant fondamentaliste. La stratégie peut payer à court terme, s'il s'agit d'engranger quelques sièges supplémentaires. Mais les défis auxquels nous sommes confrontés exigent plus: un consensus majoritaire sur des solutions crédibles.

Illustrations.

La nouvelle donne internationale suscite de formidables espoirs de paix. Les sommes investies dans l'armement seraient bienvenues pour restaurer des économies en ruines et rééquilibrer des budgets publics chancelants. L'occcasion est ainsi offerte de repenser la sécurité en Europe. C'est le moment choisi par les pacifistes helvétiques pour proposer la suppression de l'armée, comme si une décision unilatérale de la Suisse pouvait contribuer de manière efficace à ce grand réaménagement. Alors que la fluidité de la situation internationale exige réflexion approfondie et négociation serrée.

A la suite de l'affaire Kopp ressurgit le lancinant problème de l'imbrication des pouvoirs politiques et économiques. Et dans la foulée réapparaît la proposition de purger le parlement et les commissions d'experts des représentants de l'économie. Comme si une telle exclusion allait magiquement purifier et libérer la sphère politique de toute ingérence. Le problème est réel, mais sa solution passe par une transparence accrue et par un véritable statut parlementaire qui donnerait aux députés les moyens de leur métier.

Les activités de la police fédérale ont connu la dérive que l'on sait. Les excès constatés par la Commission d'enquête parlementaire ont frappé pour l'essentiel la gauche et les mouvements contestataires. Est-ce une raison suffisante pour exiger maintenant, par voie d'initiative populaire, l'abolition de cette police, sans prendre en compte le droit légitime de tout Etat démocratique de se prémunir contre ses adversaires? Alors que la solution passe par la création d'une base légale qui délimite clairement l'activité de cette police et qui en assure le contrôle (*voir le point de vue de Philippe Bois, page 7*).

On pourrait multiplier les exemples. A chaque fois prédomine la réaction brutale, sans nuance, mimétisme inversé de la rigidité des partisans du statu quo. En effet, à l'origine de ces propositions bâclées et radicales, on trouve régulièrement l'attitude butée des conservateurs: le clan militaire qui se refuse à prendre en compte l'évolution de la société helvétique tout comme les changements intervenus sur la scène internationale; le clan économique qui se complaît dans l'opacité et dans le mythe du parlement de milice; la droite qui résiste âprement lorsqu'il s'agit de tirer toutes les conséquences du scandale des fichiers.

On peut comprendre que de tels blocages suscitent, psychologiquement, des réactions outrancières. Passe encore que des groupes marginaux trouvent là matière à faire parler d'eux — voyez les trotskistes qui se refont une jeunesse dans le comité contre l'Etat fouineur: ils auraient tort de se gêner. Mais où l'on ne suit plus, c'est quand de grands partis, présumés responsables — et notamment le PSS — succombent à cette facilité et se livrent à des bras de fer stériles.

Face à une droite butée et sur la défensive, on attend de la gauche des solutions imaginatives et réalistes, à l'image de la nouvelle initiative sur la sécurité sociale, par exemple. Des solutions qui, parce que crédibles, trouveront l'appui d'une majorité. Car ce n'est pas à coup de slogans et de réactions passionnelles que nous répondrons aux défis de l'heure: protection de l'environnement, développement qualitatif, insertion de la Suisse dans l'Europe notamment.

JD